

Une rentrée en trompe l'oeil

Bonjour Philippe Martinetti et bienvenue à la présidence de ce CSE,
en tant que directeur du réseau régional,
vous êtes, pour mémoire, le 4e directeur depuis 2017 !

Nous connaissons déjà votre enthousiasme pour le projet des nouvelles antennes régionales.
Moins la feuille de route que vous entendez suivre dans vos nouvelles fonctions.
Comment entendez-vous redonner confiance aux salariés du réseau et à leurs élus
pour les années cruciales qui arrivent ?

Comment installer de nouveau une stabilité dans cette instance où les élus ont eu l'impression, cette dernière année, de ne pas être écoutés et de ne faire que participer à un rendez-vous obligé alors que les vraies décisions se prennent ailleurs ?

Comment faire évoluer la politique de santé appliquée dans le réseau pour éviter les désastres que l'on a connus depuis 3 ans ?

Et en matière de changement, cela commence mal : l'ordre du jour de cette réunion ne prévoit en effet **aucun point sur la rentrée** qui démarre cette semaine dans les antennes, avec notamment une nouvelle tranche matinale.

Pourtant, lors de votre visite express à Marseille mercredi dernier, vous avez annoncé aux organisations syndicales et aux salariés de Provence Alpes, les nouveautés des matinales entre 7h et 11h et des programmes régionaux en voie d'être mis à l'antenne.

Sur les **moyens financiers** mis en œuvre pour la régionalisation, vous nous avez parlé, toujours à Marseille, de cash disponible sans nous indiquer un quelconque montant chiffré.

Nous espérons bien avoir quelques précisions d'ici la réunion de la CASAR, la commission d'évaluation des projets régionaux, repoussée au 23 septembre. Autre point important, celui des **déménagements**. Celui d'Antibes revient sur le tapis avec son transfert dans un bâtiment neuf sur un terrain à Nice, qui, après travaux, pour un coût de 13 millions - excusez du peu - sera propriété de la mairie de Nice. Alors que nous sommes toujours propriétaires de la station de la Brague .

Cela continue de nous interroger car la presse nationale s'en est fait l'écho en des termes peu élogieux pour l'entreprise dans la conduite immobilière de ses projets.

(...)

(...)

Quant à la **situation sanitaire dans l'entreprise**, là aussi nous attendons des mesures concrètes en ce qui concerne le **télétravail** et les décisions réclamées dans cette instance pour mettre en sécurité les salariés. Quel est donc le protocole et le scénario de cette rentrée 2021 ?

Où en est le respect de l'aération des locaux ? Ou en est l'acquisition et l'installation dans toutes les emprises de capteurs de CO2, notamment dans des espaces de travail partagés ?

Tout cela n'est pas très sérieux à l'heure où d'autres entreprises dans l'hexagone instaurent le pass sanitaire, des capteurs d'air, des réorganisations de bureaux et l'allongement du télétravail en raison de la pandémie.

Un autre sujet santé au travail aurait dû également être à l'ordre du jour : il concerne **les multiples agressions verbales ou physiques** dont ont été victimes les équipes de reportages durant l'été et qui pourraient se reproduire, voire s'amplifier, durant les mois qui viennent. Les manifestants vont jusqu'à scander des insultes devant nos locaux avec l'envie d'en découdre.

La défiance à notre égard est grandissante et pèse sur le bien-être psychologique des personnels dans les établissements et bien évidemment sur les équipes de terrain, cibles privilégiées de cette violence gratuite et inadmissible.

Nous attendons donc d'urgence des réponses et des solutions rassurantes sur ce sujet important pour la santé de tous les salariés.

Vous l'aurez compris, et vous ne serez pas surpris, c'est un changement total que nous attendons de vous, tant sur la méthode que sur la réalisation des projets, en vraie concertation avec les salariés et leurs représentants.

•

Paris, le 31 août 2021